

Les Afriques

N° 9 - novembre 2013

DIPLOMATIE

1^{ER} MENSUEL INTERNATIONAL DIGITAL EN AFRIQUE

lesafriques.com



DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : ABDERRAZZAK SITAIL

MATIÈRES PREMIÈRES QUI EN PROFITE ?

AMBASSADEUR

Germain-Hervé
MBIA YEBEGA
Interview : société
civile et résolution
des conflits

DOSSIER

A qui profite
l'exploitation des
matières
premières ?

INTERVIEW

Jean-Joseph Boillot
La nouvelle carte du
monde à l'horizon
2030

NOMINATIONS

Tulinabo Salama
Mushingi
Nouvel ambassadeur
des USA au Burkina
Faso

POINT DE VUE

De l'intégration
régionale
à l'unité africaine

Groupe Les Afriques Edition & Communication

SA au capital de 2'657'600.- CHF
Siège Social : Rue du Cendrier 24 - 1201 Genève Suisse

Président administrateur délégué Abderrazzak Sitail

Les Afriques Edition & Communication Europe

SARL au capital de 160.000 €
149, rue Saint Honoré 75001 Paris France

Les Afriques Communication & Edition

SARL au capital de 1.000.000 DH
219 bis, bd Zerkouni, Casablanca 20330 - Maroc
Tél : +212 522 233 477 - Fax : +212 522 233 501

Directeur de la Publication Abderrazzak Sitail

Rédacteur en chef Les Afriques DIPLOMATIE Ibrahim Souleymane i.souleymane@lesafriques.com

Secrétaire de Rédaction : Daouda Mbaye

Rédaction :
Walid Kefi, Tunis,
Ismaila Aidara, Paris, Dakar,
Louis Amédée, UEMOA,
Rodrigue Fenelon Massala, Abidjan,
Achille Mbog Pibasso, CEMAC,
François Bambou, Yaoundé,
Bénédicte Chatel, Paris,
Anne Guillaume-Gentil, Paris,
Khalid Berrada, Casablanca,
Sanae Taleb, Casablanca,
Olivier Tovor, Lomé,
Willy Kamdem, Yaoundé,
Amadou Seck, Nouakchott,
Mohamedou Ndiaye, Dakar.

Responsable Artistique : Mouhcine El Gareh

Maquettiste : El Mahfoud Ait Boukroum

Directeur Développement et Marketing : Libasse Ka libasse.ka@lesafriques.com

Responsable e-Marketing : Khalid Essajidi

Responsable Abonnement et Distribution : Nada Benayad

Commercial : commercial@lesafriques.com

Abonnements :
Abonnement : Tél. : +221 33 889 90 85
E-mail : abonnement@lesafriques.com

Crédit photos : AFP, DR

Edition internationale

© Reproduction interdite sans l'accord écrit de l'éditeur

SOMMAIRE

N°9
NOVEMBRE 2013

3

Société civile et résolution des conflits

Dans cette interview, le politologue Germain-Hervé MBIA YEBEGA, nous parle de la résolution des conflits en Afrique et du rôle de la société civile pour le maintien de la paix sur le continent.

4

Dossier

Le continent africain ne semble pas profiter des retombées de l'exploitation de ses richesses naturelles. Une situation qui suscite des interrogations. A qui profite cette exploitation des matières premières du continent ? Analyse.

5

La nouvelle carte du monde à l'horizon 2030

Selon Jean-Joseph Boillot et Stanislas Dembinski, auteurs du livre «Chindiafrique», d'ici 2030, la Chine, l'Inde et l'Afrique vont monter en puissance et bouleverser le monde. Dans l'interview qu'il nous a accordée, Jean-Joseph Boillot nous explique pourquoi.

8

Gisèle Balley Mèdégan, ambassadrice du Bénin en RDC

SE Gisèle Balley Mèdégan devient la nouvelle ambassadrice extraordinaire et plénipotentiaire du Bénin près la République Démocratique du Congo. Cette diplomate de carrière occupait jusqu'à sa nomination le poste de Directrice adjointe de cabinet au Ministère des Affaires étrangères du Bénin.

8

Nouvel ambassadeur de l'UE au Togo

SE Nicolas Matinez Berlanga remplace Patrick Spirlet en qualité de représentant-résident de l'Union européenne (UE) au Togo. Le nouvel ambassadeur était auparavant représentant de l'Union Européenne auprès de la République du Cameroun.

9

POINT DE VUE

De l'intégration régionale à l'unité africaine

3



GERMAIN-HERVÉ MBIA YEBEGA

Politologue et chercheur à l'Observatoire Politique et Stratégique de l'Afrique (OPSA), de l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne.

4



A QUI PROFITE L'EXPLOITATION DES MATIÈRES PREMIÈRES ?

Le continent africain ne semble pas profiter des retombées de l'exploitation de ses richesses naturelles. Une situation qui suscite des interrogations. A qui profite cette exploitation des matières premières du continent ? Analyse.

5



JEAN-JOSEPH BOILLOT

Chercheur au CEPPII (Centre d'Etudes Prospectives et d'Information Internationales). Il a été Conseiller économique au Ministère des Finances où il fut chargé d'étudier les changements dans les pays émergents

8



GISÈLE BALLEY MÈDÉGAN, AMBASSADRICE DU BÉNIN EN RDC

SE Gisèle Balley Mèdégan devient la nouvelle ambassadrice extraordinaire et plénipotentiaire du Bénin près la République Démocratique du Congo. Cette diplomate de carrière occupait jusqu'à sa nomination le poste de Directrice adjointe de cabinet au Ministère des Affaires étrangères du Bénin.

Société civile et résolution des conflits

Dans cette interview, le politologue Germain-Hervé MBIA YEBEGA, nous parle de la résolution des conflits en Afrique et du rôle de la société civile pour le maintien de la paix sur le continent.



Les *Afriques Diplomatie* : Selon vous, quel rôle devrait jouer la société civile dans la résolution des conflits en Afrique ?

Germain-Hervé MBIA YEBEGA : Je pense que la société civile doit jouer un rôle de formateur et d'éveil. Elle doit, par le biais de ses multiples démembrements, susciter et entretenir une véritable capacité d'indignation. La formation aux droits et aux devoirs citoyens d'abord, ce qui fait grandement défaut en Afrique. Ensuite, elle doit maintenir une pression constante, afin de ne point être dissociée des prises de décision des instances du pouvoir politique.

On assiste en ce moment, à des mouvements prometteurs en Afrique (pour ne citer que la situation au Sénégal, les cas de figure des sociétés civiles de Tunisie, d'Égypte, etc.). La manière la meilleure d'agir contre un conflit, est d'en empêcher la survenance. Mais il faudrait apprécier globalement la dynamique d'action des sociétés civiles, à chacune des étapes du conflit : avant, pendant, après. A l'échelle du continent, il n'est pas possible ici de passer en revue chacune des situations de conflit. Mais il faut œuvrer à la constitution dans chaque pays, d'un véritable «pacte républicain», le socle de valeurs sur lesquelles s'enracine la volonté de vivre ensemble. Une fois de plus, c'est tout un système de manières de penser et d'agir qu'il faut bousculer.

LAD : Est-il possible de faire de la société civile, un contre-poids au pouvoir politique en Afrique ?

G.-H.M.Y. : En nous en tenant à l'acception conventionnelle de ce qu'est la société civile, je crois qu'il faudrait encourager l'émergence et la consolidation. La culture du Parti unique qui a prévalu et continue de prévaloir d'une certaine manière en Afrique, traîne un lourd passif. C'est un travail de tous les instants, que de poser les fondements d'un projet du vivre ensemble, et de s'attacher à en assurer la promotion. Car, de quoi s'agit-il au fond ? De produire la richesse commune, et d'en assurer la redistribution opportune dans la société. Cela passe nécessairement par un certain nombre de principes et de règles. Ce processus a aujourd'hui divers noms : on parle assez usuellement de «bonne gouvernance», on évoque à souhait divers autres «indices», dont l'appréciation de pertinence s'arrête aux portes de la réalité de vie de nombre d'Africains. En intro-

duction de propos, j'ai cité Achille Mbembé dont il faut découvrir l'analyse perspicace : il fait cas, partant de son expérience sud africaine, d'une masse considérable de travailleurs potentiels qui ne peuvent même plus s'offrir le privilège de se faire exploiter comme au 19^{ème} siècle. C'est là une des manifestations des outrances du capitalisme décadent de cette époque. Les populations du Zaïre d'alors n'ont pas attendu l'avènement de cette expression, pour s'organiser et faire face à l'absence de l'Etat sous la présidence de Mobutu, dès le milieu des années 1970. Dans bien d'autres cas de figure, c'est le tout-Etat ou le non-Etat qui est en cause : qu'il s'agisse du nord du Mali, ou des revendications –irrédentistes– des populations de l'ancien Etat du Biafra au Nigéria, et plus récemment encore, les mouvements Ogoni, etc. Les exemples sont nombreux.

La société civile doit exister, elle doit s'impliquer dans un partenariat stratégique avec l'ensemble des institutions du pouvoir politique, dans la perspective de mettre sur pied des institutions solides, légitimes et crédibles. Mais l'interaction ne doit pas se situer exclusivement au niveau local. Compte tenu des enjeux, il faudrait qu'apparaisse forte et organisée, la trame d'une société civile à l'échelle des sous-régions, avant que de penser le projet à l'échelle de tout le continent, qui compte une cinquantaine de pays, il faut le rappeler.

Le prix à payer est évidemment énorme. Il faut le consentir. Une des caractéristiques des régimes autoritaires est précisément la confiscation des moyens, privilèges et bénéfices du pouvoir, l'accaparement de tous les instruments de la domination, dans un désordre et un gaspillage dévastateurs. Un exclusivisme qui laisse peu de place à la critique, et à toute forme de réflexion qui s'inscrirait alors a priori dans le registre de la subversion. Cette personnalisation du pouvoir se manifeste aujourd'hui par l'extrême difficulté qu'ont certains chefs de l'Etat en Afrique, à quitter le pouvoir. Dans ces «démocraties administratives et bureaucratiques» ou de «transit», force est de constater, à quel point est quasi-inexistant le respect de la moindre des règles de base qui ferait consensus. Je m'inscris dans la perspective de Barack Obama, selon qui, il faudrait plus d'institutions fortes en Afrique que d'hommes providentiels...

LAD : Que préconisez-vous concrètement comme mode(s) de résolution(s) des conflits en Afrique ?

G.-H.M.Y. : Il m'aurait plu d'être un magicien de la paix, mais ce n'est malheureusement pas le cas ! Il n'existe nulle part, de mode d'emploi efficace de résolution des conflits, chaque conflit ayant ses particularités, ses causes, ses acteurs, ses mécanismes d'action et modes de manifestation. Pour résoudre au mieux les conflits, je le répète, il vaut mieux en permanence ne jamais les laisser surgir. Mais comment ?

Il faut travailler à mettre en œuvre les dispositifs de la paix durable. Une paix qui s'enracine dans la satisfaction des besoins fondamentaux des populations, en interaction avec leur environnement. Je m'insurge en particulier contre les conclusions hâtives d'accords de paix, de manière isolée. Tant que l'on n'a pas effectué un diagnostic viable des causes du conflit, on ne peut lui apporter efficace curation. Le saupoudrage des accords de paix à la va-vite fait toujours resurgir à terme, de nouvelles manifestations du conflit. C'est le cas en ce moment en RCA, au Mali, en RDC, dans la plupart des pays en Afrique. La paix a un prix, dans le temps. Elle n'est par ailleurs, jamais totalement acquise et se construit chaque jour.

Il y a aussi nécessité d'un leadership, au niveau des Etats et regroupements d'Etats. Cet aspect des choses est lié au prix de la paix : qui acceptera de consentir les efforts importants (humains, économiques et financiers, matériels et logistiques), exigés dans la circonscription d'un conflit ? Le financement de la plupart des opérations de maintien de la paix en Afrique procède des puissances non africaines. Il faut y remédier.

Propos recueillis par Ibrahim Souleymane

BIO-EXPRESS

Germain-Hervé MBIA YEBEGA, Politologue et chercheur à l'Observatoire Politique et Stratégique de l'Afrique (OPSA), de l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne. Auparavant, il a été chargé de recherche à l'IIUA (Initiative Internationale pour l'Union Africaine), une association de recherche sur les questions politiques et sociales africaines basée à Paris.

A qui profite l'exploitation des matières premières ?

Le continent africain ne semble pas profiter des retombées de l'exploitation de ses richesses naturelles. Une situation qui suscite des interrogations. A qui profite cette exploitation des matières premières du continent ? Analyse.

Après plus d'un demi-siècle d'exploitation, les matières premières n'ont pas pleinement profité aux pays africains. Même si depuis les années 1960, ce sont les matières premières qui ont été les principales sources de devises pour la plupart des pays du continent. De l'avis de nombreux spécialistes, le continent aurait pu s'industrialiser ou combattre la pauvreté grâce aux recettes tirées des richesses naturelles. Compte tenu de ses immenses richesses, en termes de ressources naturelles.

Des richesses naturelles immenses

En effet, selon les chiffres annoncés par le rapport 2013 de la CEA (Commission Economique pour l'Afrique, de l'Union africaine), l'Afrique possède près de 30% des réserves minières mondiales: 81% du manganèse, 68% du chrome, 55% du platine, 44% du vanadium, 40% de l'or, et bien d'autres richesses encore comme le diamant, l'uranium etc. A cela s'ajoute 60 % des terres arables et de vastes ressources en bois. Pour le pétrole, le continent détiendrait environ 12% des réserves prouvées. Trois pays africains comptent parmi les géants dans le domaine pétrolier : le Nigéria, l'Angola et la Libye. Suivis par d'autres pays qui se placent aussi en bonne place, comme l'Algérie ou la Guinée équatoriale. Mais malheureusement, les richesses tirées de ces immenses ressources se limitent généralement aux recettes dérisoires de leur exportation à l'état brut et à de maigres recettes fiscales. Un exemple en est l'industrie du café. En effet, selon la CEA, 90 % du revenu total tiré du café africain, va aux pays d'Europe, d'Amérique du Nord et d'Asie. Alors que des pays producteurs comme l'Éthiopie ou la Côte d'Ivoire auraient dû tirer davantage de bénéfices.

Corruptions et conflits armés

Il faut dire que jusqu'au début du millénaire, la gestion par les Etats des royalties que leur procure la mise en exploitation de leurs ressources naturelles s'est faite dans une totale opacité. Tant dans la conclusion des contrats que dans la récupération des recettes fiscales. Les sommes considérables, qui ont été amassés, n'ont pas servi à financer le développement du continent. Comme l'atteste la situation de pauvreté dans laquelle se trouve encore la majorité de la popu-



lation africaine. Dans la plupart des classements en matière de développement humain, les pays africains figurent parmi les derniers. C'est à juste titre ce qu'a tenu à souligner l'ONG britannique Global Witness dans un de ses rapports publiés en 2007 et qui sert aujourd'hui encore de référence dans la dénonciation du manque de transparence dans les industries extractives africaines. Le rapport, publié sous le titre «l'heure est à la transparence» et qui a soulevé une véritable polémique, l'ONG a passé au crible les pratiques mafieuses en cours dans l'exploitation pétrolière dans certains pays africains. Au Congo, par exemple, le verdict de l'ONG a été sans concessions et la gestion des retombées de l'exploitation de l'or noir a été jugée «catastrophique», ce qui a été, d'ailleurs, confirmé par les révélations des scandales à répétition, lors du très médiatisé «procès Elf», du nom de cette multinationale française aujourd'hui disparue à la suite justement de son implication dans des affaires de corruption, de détournements et d'évasion fiscale. En Angola ou en Guinée équatoriale, la situation est pareille, mais plus amplifiée en raison de l'importance des réserves en ressources naturelles dont

disposent ces pays. Ces exemples illustrent l'ampleur des mauvaises pratiques dont le continent est victime, avec la complicité des autorités locales dans la majorité des cas. Les fonds amassés grâce aux ressources naturelles ont servi à tout sauf à l'amélioration des conditions de vie des populations africaines comme l'a relevé le PNUD dans un rapport sur la situation dans le Delta du Nigéria, région connue pour ses importantes réserves de pétrole. L'organisme onusien s'est alarmé depuis 2007, du fait que «les richesses pétrolières considérables n'ont guère amélioré la vie de la population locale». Il convient de relever que jusqu'à cette époque, les alertes lancées par les ONG n'ont pas trouvé un large écho puisque l'idée qui prédominait à l'époque était celle de «la malédiction des ressources naturelles». La plupart des pays disposant de riches gisements en pétrole ou d'autres minerais ont été affectés par de graves conflits qui n'ont fait que contribuer à la situation déjà déplorable des populations. Cependant, à force de persévérance, la lutte de la société civile commence à porter ses fruits. Pour autant, l'Afrique n'est pas sortie de l'auberge. Puisqu'au le potentiel du continent en ressources naturelles, inau-

gure de nouveaux enjeux liés particulièrement à la réduction des inégalités sociales. Mais, le pari est loin d'être gagné.

Nouveaux enjeux

Depuis une décennie, le continent affiche un taux de croissance qui fait pâlir plusieurs pays développés. Cette dynamique a été portée essentiellement par les retombées issues de l'exploitation des ressources naturelles. D'après les estimations faites par les principales institutions internationales, l'Afrique disposerait de réserves équivalant à 120 milliards de barils de pétrole, soit autant que la moitié de l'Arabie saoudite, et de 600 millions d'hectares de terres arables non cultivées, soit la moitié du total mondial. Pourtant, le combat pour assurer la souveraineté des pays africains sur leurs ressources naturelles est loin d'être gagné. La BAD a estimé à ce titre que plus de 60 milliards

de dollars sont perdus par an par les pays africains du fait des sorties illégales de capitaux et de la manipulation des tarifs de l'extraction des minéraux. La majeure partie de ces recettes étant transférée hors du continent. Les données compilées par l'institution ont fait ressortir que les recettes fiscales tirées des ressources naturelles par les États ont certes augmenté de 40 % en 2011, mais les bénéfices des sociétés internationales ont augmenté de 110 %. Ce qui met en lumière l'énorme manque à gagner pour le continent. Le rapport 2012 de l'ONG Global Witness, a justement mis en garde sur les conséquences de la ruée sur les ressources minières et pétrolières en Afrique. Selon l'ONG, cette dynamique risque d'y aggraver la corruption et l'instabilité. «*De nombreux pays d'Afrique riches en ressources souffrent profondément de la corruption, de conflits et d'une exploitation étrangère déloyale*» peut-on lire dans

le document qui cite le cas de l'Angola et du Nigéria. L'ONG britannique confirmé l'existence des preuves sur le fait que «*des hauts fonctionnaires ont profité de l'obligation pour les compagnies pétrolières d'investir localement pour se servir personnellement et s'offrir des parts dans les concessions*». Le fléau est donc assez présent en Afrique. Il reste à espérer que les initiatives comme le processus de Kimberly, l'Initiative de la transparence dans les industries extractives (ITIE) de même que l'engagement de la société civile et des populations locales, portent leurs fruits. C'est à cette condition que l'Afrique pourra transformer cette manne providentielle en niche d'opportunité pour son développement. Pour le moment, les ressources naturelles constituent un aspect les plus parlants de ce qu'il convient de qualifier de «paradoxe africain».

Ibrahim Souleymane

INTERVIEW

La nouvelle carte du monde à l'horizon 2030

Selon Jean-Joseph Boillot et Stanislas Dembinski, auteurs du livre «Chindiafrique», d'ici 2030, la Chine, l'Inde et l'Afrique vont monter en puissance et bouleverser le monde. Dans l'interview qu'il nous a accordée, Jean-Joseph Boillot nous explique pourquoi.



Les *Afriques Diplomatie* : Vous êtes auteur d'un ouvrage prospectif intitulé «Chindiafrique. Pouvez-vous nous dire, à quoi ressemblera le monde en 2030 ?

Jean-Joseph Boillot : Il y a dans tout travail de prospective des éléments de certitude, des éléments d'incertitude et enfin le rôle du hasard, qu'il s'agisse de chance et de malchance. En mélangeant ces trois facteurs, j'obtiens un monde où clairement la Chine, l'Inde et l'Afrique seront au centre de la dynamique mondiale. Et pour le meilleur comme pour le pire. Ce que beaucoup de lecteurs du livre n'ont pas compris au départ tellement nous sommes conditionnés par l'alternative simpliste entre optimisme et pessimisme. Simplement voilà, 80% de la population active mondiale et autant de la croissance mondiale viendront de ces trois géants. Leurs défis autant que leurs atouts seront les vecteurs de l'offre comme de la demande mondiale. On le voit bien sûr avec la Chine qui a capté une grande partie de l'industrie mondiale dans

les années 1980-90, puis avec l'Inde qui est en train de le faire dans les services, y compris la Recherche & Développement. J'estime que l'Afrique va exercer un phénomène analogue, probablement dans le domaine de la création, même si je dis bien dans le livre que l'Afrique est en ébullition et non dans sa phase de décollage, nonobstant quelques pays bien sûr, comme peut-être le Ghana, le Nigéria ou l'Ethiopie, mais cela reste encore souvent fragile.

LAD : Vous avez intitulé votre ouvrage «Chindiafrique». Cette terminologie a-t-elle une signification particulière ?

J.-J.B. : Oui bien sûr. Il ne s'agit pas seulement d'un jeu de mot ou d'un néologisme de circonstances. Il s'agit de décrire un phénomène majeur de synergie entre les trois grandes puissances démographiques du monde. Ma thèse est simple: le réveil de l'Afrique a largement été précipité par le coup de pied chinois dans la fourmilière du mal-développement, qui lui-même a provoqué le rush indien sur

l'Afrique et totalement redistribué les cartes du continent noir. La Chine est devenue en quelques années la 2^e puissance économique du monde et en même temps le 1^{er} partenaire économique de l'Afrique. Croyez-vous que cela soit sans conséquences ? Et du reste pour l'un comme pour les autres partenaires, en positif comme en négatif bien sûr. L'Inde par exemple va souffrir de la compétition made in Africa, comme on le voit dans certaines industries de main d'œuvre (Textile) ou dans les Industries de l'Information, qu'il s'agisse de centres d'appel ou désormais de centres de software.

On retrouve, pour faire simple, le schéma de la modernisation de l'Europe d'après-guerre grâce à l'exportation du modèle américain, hyper-efficace, ainsi bien sûr que de ses capitaux, le fameux Plan Marshall. La différence est que la Chine n'est pas une super-puissance, encore moins une hyper-puissance. L'Inde est désormais partout sur le terrain, notamment ses entrepreneurs et non l'Etat comme pour la Chine. Et puis, il y a tous les

autres pays bien sûr, de sorte que la synergie Chine-Inde-Afrique s'exerce dans un monde concurrentiel et non comme le partage colonial de 1885 entre Européens.

LAD : Dans votre ouvrage, vous dites que la Chine, l'Inde et l'Afrique, vont monter en puissance et devenir des géants. Quelles conséquences cette situation va-t-elle avoir sur l'Europe et les Etats-Unis ?

J.-J.B. : Attention, la montée de la Chine à un rythme de 10% par an est finie et cette économie est clairement «émergée» et non émergente. Elle doit au contraire se préparer au paradoxe du ralentissement économique – un peu comme le Japon dans les années 1980- et de l'émergence de la super-puissance géopolitique, et là ce n'est plus aussi simple. L'Inde, pour sa part, suit une ligne de crête plus graduelle mais plus équilibrée entre l'économie et la diplomatie. Quant à l'Afrique, sa diversité même en fait déjà un quasi géant politique alors qu'elle pourrait rester un nain économique encore une ou deux décennies.

Mais pour l'Europe et les Etats-Unis, voilà une concurrence terrible après l'hégémonie qui a suivi la chute du Mur de Berlin. On le voit dans les affaires internationales avec le Sommet des BRICS à Durban qui a clairement été un Sommet alternatif au G7, et une préparation concertée pour le Sommet du G20 à Saint-Petersbourg quelques semaines après. La Russie a su habilement jouer de ce consensus alternatif pour bloquer les interventions en Syrie et proposer sur le plan économique des solutions concertées au lieu de l'unilatéralisme américain par exemple dans le domaine monétaire.

Ce que personne ne voit, c'est qu'une partie de la crise européenne vient précisément de cette redistribution mondiale des cartes et non d'un tandem franco-allemand qui ne s'aimerait plus. Les Européens n'arrivent plus à s'entendre sur les réponses à donner aux défis du nouveau monde. Il y a les protectionnistes comme en France, qui attendent tout de l'Etat, et les puissances du nord de l'Europe, Allemagne mais aussi pays nordiques, qui relèvent les défis de la mondialisation par une mobilisation concertée des entrepreneurs et de l'Etat. La conséquence de cet affrontement entre deux visions du monde à venir est le surplace européen, donc son déclin relatif. Quoi de plus risible que la réaction du dernier sommet européen à propos des écoutes américaines de la NSA ! L'Europe a complètement perdu la guerre des nouvelles industries d'informa-

tion, et pas seulement. Donc, soit elle réagit en ouvrant les yeux collectivement, et propose notamment à l'Afrique voisine un véritable partenariat dynamique, soit elle partira en lambeaux.

LAD : Selon vous, l'Inde et l'Afrique devraient révéler leurs pleins potentiels dans les prochaines décennies. Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?

J.-J.B. : La combinaison de facteurs démographiques mais aussi technologiques et institutionnels. Beaucoup de mes lecteurs ont simplifié l'argumentation parce que le livre commence par la partie sur les Ressources humaines. Non, ces géants ne le seront pas simplement parce qu'ils sont les plus peuplés de la planète. Au contraire, j'explique bien que cela est vrai depuis toujours. La seule différence peut-être est que leurs transitions démographiques se sont produites à des moments différents. La Chine par exemple a mangé son pain blanc et rentre dans le «papy krach» à toute vitesse. L'Afrique par contre est au milieu de sa transition démographique, donc au milieu de tous les dangers. Sa «fenêtre d'opportunité démographique» peut s'avérer un cauchemar si elle n'offre pas à la jeunesse les emplois permettant de valoriser leur capital humain.

Par contre, ce qui me rend confiant sur la capacité de l'Inde et de l'Afrique a précisément relever leurs défis est la conjugaison des facteurs technologiques et institutionnels. Les deux sont sur la trajectoire de ce qu'on appelle les nouveaux «business models», c'est à dire la mise en œuvre de solutions adaptées à leur contrainte de ressources et de revenus. Le bon exemple est la révolution du téléphone mobile mais aussi de la médecine générique, etc. Certes tout n'est pas gagné, mais je note que ce point de vue est largement partagé par tous les entrepreneurs et de plus en plus d'Etats. Et c'est là qu'intervient le facteur institutionnel : le développement suppose des institutions favorables. Je ne suis pas sûr que le modèle chinois soit viable à moyen-terme, ni surtout qu'il soit transposable aux sociétés africaines. Par contre je note que le modèle indien, avec toutes ses tares comme la corruption ou la société de castes, présente beaucoup de similitudes avec le modèle africain qui émerge. Les sociétés civiles, les femmes, les jeunes, les entrepreneurs s'organisent de plus en plus efficacement pour améliorer la transparence et les libertés fondamentales, y compris dans le domaine économique. C'est là qu'il faut trouver le bon équilibre entre le dialogue et

l'efficacité des institutions. L'Afrique ici a un peu de mal comme on le voit en Ethiopie ou au Nigéria qui sont les deux clés de demain pour le continent.

LAD : Pourquoi la croissance chinoise va-t-elle se stabiliser dans les prochaines décennies ?

J.-J.B. : Parce que les arbres ne montent jamais jusqu'au ciel ! Les ingrédients qui ont permis à la Chine de «rattraper» son retard économique sont en train de s'épuiser les uns après les autres : faibles salaires pour une population bien éduquée du temps de Mao, et pile au moment de son baby-boom ; copiage des technologies intermédiaires et importation massive de capital et de savoir-faire ; enfin, modèle totalement extraverti qui porte la part de la Chine dans les échanges mondiaux d'à peine 1% à près de 14% aujourd'hui. Bref, les gains de productivité et d'innovation vont s'avérer de plus en plus essentiels dans la croissance, et manque de chance, la Chine ne peut plus les copier si facilement.

Enfin, sur un plan socio-politique, le modèle chinois de mobilisation autoritaire des facteurs de production est de moins en moins adapté à une société plus riche et des jeunes de moins en moins nombreux. D'ailleurs, le même problème se pose aujourd'hui dans les relations sino-africaines. Il devient plus difficile de rester bons amis quand l'autre partenaire devient hégémonique et pèse si lourd, ou encore quand il vous demande de l'aider à devenir une super-puissance.

LAD : Vous dites également que les années 2000 constituent un tournant pour

BIO-EXPRESS

Docteur en économie et professeur agrégé de Sciences Economiques et Sociales, Jean-Joseph Boillot est chercheur au CEPII (Centre d'Etudes Prospectives et d'Information Internationales). Il a été Conseiller économique au Ministère des Finances où il fut chargé d'étudier les changements dans les pays émergents. Il intervient également comme consultant auprès d'entreprises désirant s'implanter en Inde. Il est auteur de plus de plus de 20 livres notamment sur l'Asie et l'Inde. A travers son ouvrage «Chindiafrique», Jean-Joseph Boillot s'intéresse à l'émergence du triangle Chine-Inde-Afrique et son impact sur l'économie mondiale à l'horizon 2030.



l'Afrique. Qu'est-ce qui change ou qui va changer en Afrique ?

J.-J.B. : Tout simplement la combinaison de trois facteurs : sur le plan externe, la montée des autres géants chinois et indien va se poursuivre ; sur le plan interne, la plupart des pays rentrent en plein dans leur fenêtre d'opportunité démographique et les jeunes actifs vont devenir la clé sur tous les plans. Or l'histoire montre que ces phases correspondent aux grands bouleversements des sociétés et des économies. Enfin, sur le plan historique précisément, l'histoire ne se répète jamais : l'Afrique a connu les pires accidents, a commis tellement d'erreurs, que ce qu'on appelle sa «courbe d'apprentissage» commence à rentrer dans une phase féconde. Tout n'est pas réglé pour autant, mais on voit bien dans les débats de l'Union Africaine, dans le fonctionnement de la Banque africaine de développement et enfin dans le dynamisme des sociétés civiles des facteurs qui me rendent confiant quant à la capacité de l'Afrique de progresser dans son apprentissage de ce qu'on appelle le développement. La vraie question est la part des progrès linéaires, plutôt pacifiques, et de ceux qui seront conflictuels, voire antagoniques.

LAD : Selon vous le softpower est l'un des facteurs sur lesquels ces nouveaux géants mondiaux vont bâtir leur puissance. Pouvez-vous expliquer ?

J.-J.B. : Nous sommes dans un monde où les affrontements entre nations, qu'il s'agisse des

affrontements militaires mais aussi économiques, ne passent plus aussi facilement auprès des populations, ou ne sont plus acceptés par la communauté internationale dont les valeurs ont changé. Un peu comme la démocratie s'avère de plus en plus une valeur consensuelle. C'est même tout le paradoxe des mouvements extrémistes qui revendiquent précisément le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Le soft-power est donc ce qui permet d'influencer les autres par sa capacité d'attraction : en gros l'amour d'une mère pour ses enfants, le respect naturel vis à vis d'un père qu'on admire et non parce qu'il vous donne des paires de claques. En diplomatie politique ou économique, cela prend la forme d'une séduction pour la capacité d'innovation technologique, pour la langue et la culture de l'autre, pour les valeurs qu'on partage. Or ce qui me frappe, c'est que la Chine, mais aussi l'Inde et l'Afrique sont de grandes civilisations qui ont beaucoup apporté au monde et accumulé des savoir, des cultures qu'ils mettent progressivement en forme et vendent au reste du monde. Contrairement au monde du «clash des civilisations», j'ai le sentiment qu'on est aussi dans un monde de demande, de découverte de l'autre. Regardez les restaurants, le cinéma, la musique etc. La Chine est la première à avoir pris conscience de ce rôle essentiel, puis l'Inde a suivi avec notamment son cinéma et ses chansons comme vecteur d'influence. L'Afrique va vite découvrir qu'elle n'est pas mauvaise du tout dans ce domaine.

LAD : Selon vous, quels seront les atouts de l'Afrique pour les années à venir ?

J.-J.B. : Là où précisément se concentrent ses défis, ses problèmes. Toute l'histoire du développement est celle de réponses apportées ou non à des problèmes majeurs de survie. L'Occident oublie de dire que son décollage correspond aux terribles dégâts d'une poussée démographique sans égal. D'où la révolution industrielle, la conquête du monde mais aussi les guerres etc. La vraie question pour l'Afrique est donc : pour me nourrir, pour équiper mes villes en pleine explosion, pour créer des emplois par millions, les mécanismes de création d'entreprises et de gouvernance sont-ils assez bons et peuvent-ils s'améliorer avec l'expérience ? Comparé à la Chine ou à l'Inde, l'Afrique n'a pas à rougir du tout. J'ai confiance dans sa capacité à maîtriser ses défis.

Propos recueillis par
Ibrahim Souleymane

A PROPOS DU CEPII

Le CEPII (Centre d'Etudes Prospectives et d'Information Internationales) est un centre de recherche français, dont le principal domaine de recherche est l'économie internationale. C'est un organisme public qui dépend du Centre d'analyse stratégique.

Nouvel ambassadeur des USA au Burkina Faso

Les États-Unis ont désormais un nouvel ambassadeur au Burkina : SE Tulinabo Salama Mushingi, qui succède au diplomate Thomas Dougherty à ce poste. Originaire de la République Démocratique du Congo, le



nouvel ambassadeur a une grande expérience du continent africain. Jusqu'à sa nomination, il était en fonction au Secrétariat d'État. Il avait notamment servi, au consulat des États-Unis à Casablanca au Maroc, à l'ambassade des États-Unis à Addis-Abeba, en Ethiopie, puis à Dar-es-Salam, en Tanzanie.

Gisèle Balley Mèdégan, ambassadrice du Bénin en RDC

SE Gisèle Balley Mèdégan devient la nouvelle ambassadrice extraordinaire et plénipotentiaire du Bénin près la République Démocratique du Congo.



Cette diplomate de carrière occupait jusqu'à sa nomination le poste de Directrice adjointe de cabinet au Ministère des Affaires étrangères du Bénin.

Yang Min, ambassadeur de Chine à Madagascar

Le nouvel ambassadeur de Chine à Madagascar, SE Yang Min, vient de présenter ses lettres de créance auprès du président Andry Rajoelina, à An-



tanarivo. Yang Min, âgé de 54 ans a été précédemment ambassadeur de Chine au Togo. Lors de sa rencontre avec le président malgache, il s'est félicité de la coopération fructueuse dans les domaines économique, commerciale, éducative et sanitaire entre leurs deux pays.

Nouvel Ambassadeur de l'Arabie saoudite à Abidjan

L'Arabie saoudite vient de nommer SEM SAUD SAAD ALTHOBAITI comme ambassadeur en Côte d'Ivoire. Le nouvel ambassadeur a déjà présenté au Ministre d'Etat, Ministre des Affaires Etrangères, S.E.M Charles Koffi DIBY, les Copies des Lettres de Créance l'accréditant en qualité d'Ambassadeur du Royaume d'Arabie Saoudite près la République de Côte d'Ivoire.

Nouvel ambassadeur de l'UE au Togo

SE Nicolas Matinez Berlanga remplace Patrick Spirlet en qualité de représentant-résident de l'Union européenne (UE) au Togo. Le nouvel ambassadeur était auparavant représentant de l'Union Européenne auprès de la République du Cameroun.



Nouvel ambassadeur du Niger au Tchad

Le nouvel Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire du Niger en République du Tchad, SE Mansour Daddo, a présenté, ses lettres de créance au Président Idriss Déby Itno, lors de l'entretien avec le Président Déby Itno, le diplomate nigérien a transmis les salutations fraternelles et chaleureuses du Président Issoufou Mahamadou à son homologue tchadien.

AGENDA DIPLOMATIQUE

4 et 5 novembre 2013 UA objectifs de développement durable Addis-Abeba (Éthiopie)

La Réunion régionale africaine de consultation sur les objectifs de développement durable, aura lieu à Addis-Abeba (Éthiopie) les 4 et 5 novembre prochains.

6-8 novembre 2013 Forum des Leaders des Médias d'Afrique en Ethiopie

Le Forum des Leaders

des Médias d'Afrique sera tenu du 6-8 novembre prochain à Addis-Abeba, en Ethiopie.

7-8 novembre 2013 Conférence ministérielle de la Francophonie à Paris

La 29^{ème} conférence ministérielle de la Francophonie se tiendra à Paris.

11 au 22 Novembre 2013 ONU / Changement climatique

La prochaine Conférence des Nations Unies sur le changement cli-

matique (CCNUCC), se tiendra à Varsovie, en Pologne.

Du 4 au 7 Novembre 2013 PAM / Conseil d'administration à Rome

La 2^{ème} session ordinaire du Conseil d'administration du Programme alimentaire mondial (PAM), se tiendra du 4 au 7 novembre 2013 au Siège du PAM.

25 au 27 Novembre 2013 Assemblée parlementaire APC UE à Addis-Abeba

La 26^{ème} session de l'Assemblée parlementaire paritaire Afrique, Caraïbes, et l'Union Européenne se tiendra à Addis-Abeba (Ethiopie) du 25 au 27 novembre prochain.

20 Novembre 2013 Journée de l'industrialisation de l'Afrique

Comme chaque année, le monde célèbre Journée de l'industrialisation de l'Afrique le 20 Novembre.

3-6 décembre 2013 OMC / 9^{ème} Conférence

ministérielle à Bali, Indonésie

La 9^{ème} Conférence ministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce se tiendra à Bali à partir du 3 décembre prochain.

5-6 Décembre 2013 Sommet de l'OCDE à Paris

Le prochain sommet de l'OCDE se tiendra du 5 au 6 décembre à Paris et portera sur le thème : «Croissance verte et développement durable».

De l'intégration régionale à l'unité africaine

Ibrahim Souleymane
Rédacteur en chef
Les Afriques DIPLOMATIE



L'union des Etats africains est aujourd'hui est une idée qui fait son chemin, au moins au niveau régional. Puisque des blocs régionaux se consolident en mettant en place un cadre législatif et réglementaire uniforme pour tous les pays membres de la zone économique régionale. Si l'unification de tous les Etats africains reste peu probable à moyen-terme, les Etats africains peuvent compter néanmoins sur l'union régionale. Une bonne approche géostratégique qui intéresse aussi bien les africains que les partenaires et investisseurs étrangers qui veulent avoir plus de visibilité afin d'investir sur le continent.

Si la création des Etats-Unis d'Afrique reste une utopie, l'hypothèse la plus simple et la plus réaliste reste donc celle de l'unification à un niveau sous-régional entre les Etats.

C'est-à-dire favoriser une union économique entre les blocs d'Etats de la même zone. Une ambition qui se réalise progressivement grâce aux différentes zones économiques régionales déjà existantes et qui se renforcent : CEDEAO pour l'Afrique de l'Ouest, CEMAC pour l'Afrique Centrale, SADC pour l'Afrique australe.

Si toutes ces différentes zones existent depuis quelques décennies déjà, on constate aujourd'hui un besoin et une volonté des dirigeants africains, (peut-être poussés par les demandes des partenaires et investis-

seurs étrangers), de faire évoluer ces zones économiques régionales vers une uniformisation plus complète des cadres législatifs et réglementaires.

Dans ce sens, on constate un élan ces derniers temps.

Au niveau de l'Afrique de l'Ouest, les chefs d'états de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) réunis récemment au Sénégal, ont décidé de faire évoluer les choses.

Les décideurs politiques ont affiché leur volonté notamment d'uniformiser les tarifs douaniers, mettre en place des politiques commerciales communes, accélérer le processus de création de la monnaie

Uniformiser les tarifs douaniers, mettre en place des politiques commerciales communes, accélérer le processus de création de la monnaie unique d'ici 2020. Dans ces sens, la CEDEAO vient d'adopter un tarif extérieur commun(TEC), qui doit entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2015.

unique d'ici 2020. Dans ces sens, la CEDEAO vient d'adopter un tarif extérieur commun(TEC), qui doit entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2015. Ce qui constitue un pas important vers la création d'une union douanière. «On a toujours l'habitude de voir la Cédéao sur le front des crises et des questions politiques, mais nous avançons (...) sur l'œuvre de construction économique de nos pays», avait expliqué le président de la Commission de la Cedeao, Kadré Désiré Ouédraogo.

Lorsque tous les mécanismes seront au point, la CEDEAO qui totalise 15 pays, 308 millions d'habitants et 30% du PIB africain, sera un marché unique.

Ce qui facilitera beaucoup les échanges entre les Etats membres, mais aussi avec les autres partenaires extérieurs.

Ainsi, des accords commerciaux tels que les accords de partenariat économique (APE) qui visent à développer le libre-échange avec l'Union Européenne, seront également facilités. Et devront permettre aux pays de la zone de s'ouvrir davantage sur le plan économique et commercial.

Si tous les différentes zones économiques africaines parviennent à se consolider, il sera ensuite beaucoup plus aisé pour les Etats africains, de construire une union africaine à l'image de l'Union Européenne. C'est-à-dire une union plus forte, avec une monnaie unique et des institutions centrales.